
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 16 novembre 2021
Régulièrement convoqué le 09 novembre 2021

Le 16 novembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Cyril MANIN, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVEAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Fabienne MENUAR (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Chérif HEROUM), Mme Chloé PALAURET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON)

Absent(e)s : Mme Sandrine MAGNETTE

Secrétaire de Séance : Mme Aurore DESRAYAUD

3.03 - CONVENTIONS DE SERVITUDE DE RÉSEAU AVEC ENEDIS SUR LA PARCELLE COMMUNALE CADASTRÉE ZM 1202 – RUE LOUIS CHANCEL

Monsieur Karim OUMEDDOUR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Dans le cadre de la construction de la résidence seniors service AQUARELIA comprenant 106 logements, située rue Louis Chancel (ZAC de Maubec), ENEDIS doit procéder au raccordement de l'immeuble au réseau électrique.

Le projet prévoit l'ouverture d'une tranchée sur la rue Louis Chancel pour y installer quatre canalisations Basse Tension 240 depuis le poste de transformation Etienne Bonnefoy situé Allée Marc Etienne Bonnefoy jusqu'au terrain d'assiette de la résidence (70 mètres). Deux canalisations alimenteront les logements et deux autres canalisations alimenteront la cantine de la résidence au tarif profil jaune.

Par conséquent, il convient de constituer une servitude de passage de réseau sur la parcelle communale cadastrée ZM 1202 correspondant à la rue Louis Chancel. Pour acter son existence juridique, ENEDIS a rédigé deux conventions de passage de réseau avec la ville de Montélimar compte-tenu que les canalisations ont des finalités différentes.

Ces conventions reprennent les conditions générales et particulières telles servitudes et mentionnent les points suivants :

- La Ville autorise ENEDIS à laisser pénétrer ses agents et ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis,
- Les canalisations souterraines s'étendront sur une longueur de 70 mètres et sur une largeur de 1 mètre ainsi que leurs accessoires, sous la rue Louis Chancel et ses bas-côtés,
- L'établissement des servitudes ne donne pas droit à indemnité sauf pour les dégâts causés lors de travaux, ENEDIS s'engageant à remettre en état la chaussée après travaux,
- La Ville s'interdit dans l'emprise des ouvrages d'effectuer des plantations.

Un plan détaillé, joint à chaque convention, précise le tracé du passage des ouvrages.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu les projets de conventions susmentionnés,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les conventions de servitude de passage au profit d'ENEDIS sur la parcelle communale cadastrée ZM1202,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 17 novembre 2021

Pour le Maire, par délégation
L'Adjoint au Maire

Karim OUMEDDOUR

